

Séance 6 : Emploi, chômage et protection sociale

Florian Jacquetin

EA101 - Introduction à l'économie contemporaine
ENSTA, Coursus ingénieur (1A), 2025-2026



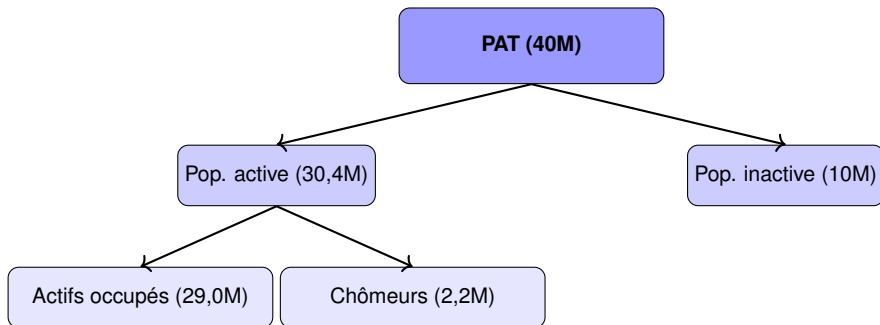
Sommaire

- 1 Le marché du travail
- 2 Nouvelle microéconomie du travail
- 3 Les politiques de l'emploi
- 4 La croissance, composante conjoncturelle du chômage
- 5 La protection sociale

Sommaire

- 1 Le marché du travail
- 2 Nouvelle microéconomie du travail
- 3 Les politiques de l'emploi
- 4 La croissance, composante conjoncturelle du chômage
- 5 La protection sociale

Concepts de population (2023)



Statistiques d'activité (*)

- **Population en âge de travailler (PAT)** 15-64 ans
- **Population active (BIT)** : regroupe les actifs (occupant un emploi rémunéré, au moins 1h/semaine) et les chômeurs (sans emploi mais disponibles et en recherche active)
- **Population inactive** : personnes sans emploi ni recherche active (ex : jeunes et retraités).
- **Taux d'activité** : part de la PAT souhaitant travailler

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{Population active}}{\text{PAT}} = 74,4\%$$

- **Taux d'emploi** : part de la PAT ayant un emploi rémunéré

$$\text{Taux d'emploi} = \frac{\text{Personnes en emploi}}{\text{PAT}} = 68,8\%$$

Mesure du chômage (*)

● Chômage au sens du BIT

- n'a pas travaillé (même 1h) la semaine de référence
- Disponible pour travailler dans les 2 semaines
- A fait une démarche de recherche le mois passé

● Chômage selon France Travail

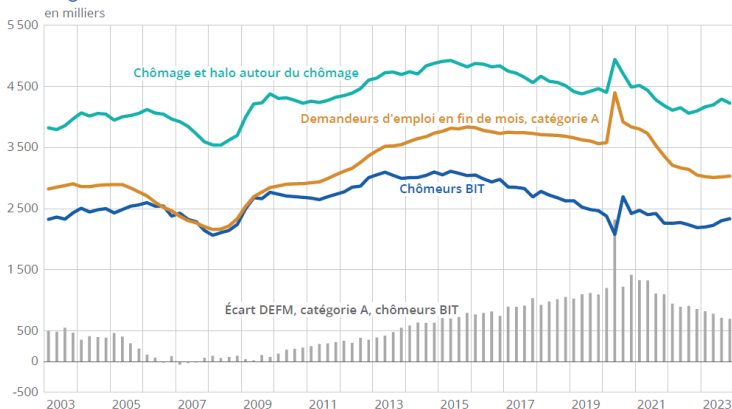
- Cat. A : Sans emploi et en recherche active
- Cat. B : Activité réduite ($\leq 78h/mois$) + recherche active
- Cat. C : Activité réduite ($> 78h/mois$) + recherche active
- Cat. D : Sans emploi, non disponible (ex. en formation)
- Cat. E : Avec emploi, sans recherche active (ex. contrats aidés)

● Taux de chômage : proportion de chômeurs dans la population active

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} = 7,4\% \text{ (fin 2024)}$$

Pourquoi en général chômage Insee \leq chômage FT ?

Chômage BIT, halo autour du chômage et demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégorie A de 2003 à 2023



Lecture : Au quatrième trimestre 2023, il y a 4,23 millions de personnes soit au chômage au sens du BIT soit dans le halo autour du chômage, parmi lesquelles 2,33 millions de chômeurs au sens du BIT ; par ailleurs, il y a 3,03 millions de DEFM (demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois) de catégorie A, soit 0,70 million de plus que de chômeurs au sens du BIT.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire (chômeurs au sens du BIT et halo autour du chômage), ensemble de la population y compris les personnes vivant en collectivité (inscrits en catégorie A) ; France hors Mayotte.

Sources : France Travail-Dares, STMT ; Insee, enquête Emploi 2023, séries longues sur le marché du travail.

Rappel

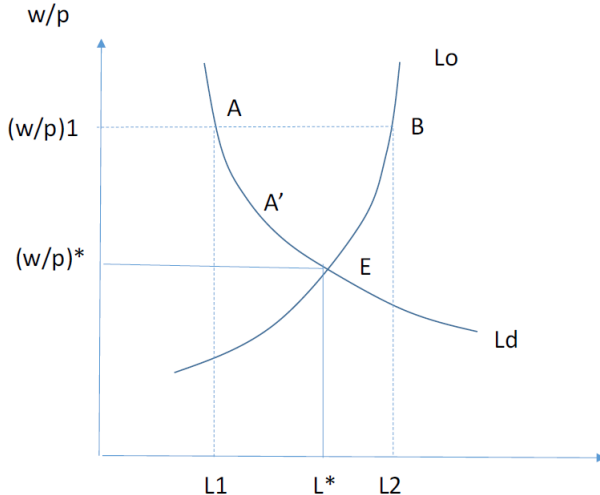
- Marché du travail : lieu de rencontre entre offre (les demandeurs d'emploi) et la demande de travail (les entreprises)
- Le travail est une marchandise comme une autre
- Trois types de chômage :
 - **Frictionnel** : délai nécessaire pour retrouver un emploi
 - **Volontaire** : salaire réel plus faible que la **désutilité marginale du travail**
 - **Involontaire** : insuffisance de la demande effective (Keynes)

L'offre et la demande

- Demande de travail vue en Séance 1 (décroissante en $\frac{w}{p}$)
- Notion de salaire réel
 - **Salaire réel** : Salaire exprimé en unités de biens
 - **Cout d'opportunité du travail** exprimé en loisirs
 - Si $L \downarrow$ 1h, \downarrow et je dois renoncer à $\frac{w}{p}$ biens
- Offre croissante en $\frac{w}{p}$
 - (1) **Effet de substitution** du loisir au travail : Si $\frac{w}{p} \uparrow$: plus coûteux de renoncer au travail donc $L \uparrow$
 - (2) **Effet revenu** : Si $\frac{w}{p} \uparrow$: + de salaire réel, donc $L \downarrow$
 - En général (1) > (2)

Equilibre de plein emploi

- Théorie néo-classique : équilibre par variation du salaire réel



Mécanisme d'équilibre

- Initialement, choc qui fait baisser le salaire d'équilibre
- Les entreprises entrent en compétition pour attirer les compétences
- $\Rightarrow \uparrow$ du salaire proposé
- En réaction à cette hausse, les actifs augmentent l'offre de travail
- La compétition diminue et le salaire proposé diminue, etc... \Rightarrow L'offre de travail s'ajuste d'elle-même \Rightarrow Chômage volontaire

Nouvelle décomposition du chômage

- **Chômage structurel** lié aux **paramètres structurels** de l'économie (= liés à ses fondamentaux de long terme)
 - Exogènes : SMIC, "charges" sociales, droit du travail, chômage...
 - Endogènes : salaire d'efficience, prime captée par les insiders
 - Souvent associé à un **coût du travail** trop élevé (salaire et **coin fiscal-social**)
- **Chômage conjoncturel** lié à la situation conjoncturelle de l'économie (= des fluctuations de court terme)
 - Insuffisance de l'activité économique (ex : crise économique)
 - ou amélioration soudaine (ex : hausse de la croissance chinoise)
 - Associé à la **demande effective** et à la théorie keynésienne

Sommaire

- 1 Le marché du travail
- 2 Nouvelle microéconomie du travail**
- 3 Les politiques de l'emploi
- 4 La croissance, composante conjoncturelle du chômage
- 5 La protection sociale

Théories qui tiennent compte des imperfections

Conditions CPP	Traduction sur le marché du travail	Concurrence imparfaite
Atomicité	Beaucoup d'employeurs et de salariés dans tous les métiers	Certains secteurs recrutent plus que d'autres
Homogénéité	Tous les travailleurs sont identiques	Théorie du capital humain et hétérogénéité du travail
Transparence	Tous les emplois proposés sont connus de tous	Asymétries d'information, job search et salaire d'efficience
Libre entrée / sortie	Chaque offreur et demandeurs d'emploi sont libres d'offrir ou de demander une emploi	Insider/outsider
Mobilité des facteurs de production	Mobilité géographique et sectorielle des offreurs d'emplois	Cela dépend des contraintes personnelles !

Théorie du capital humain

- Hyp de CPP rejeté : Homogénéité du travail
- Selon Gary Becker (Nobel 1992), les différences de salaire viennent des différences de qualification
- **Enseignements Flux/Salaires**
 - Embauches à long terme et éviter les rotations
 - Salaire des jeunes supérieur à leur P_m **productivité marginale**, bien qu'ils ne soient pas opérationnels
- Si récession, les expérimentés sont protégés (pas les nouveaux)
 - Leur P_m reste supérieure à leur salaire, au moins temporairement

Théorie des insiders/outside

- Hyp de CPP rejeté : Libre entrée et sortie
- Segmentation du marché du travail entre **insiders** (marché primaire stable) et **outsiders** (marché secondaire précaire)
- Opposition entre les salariés et les chômeurs candidats à l'embauche
 - Les insiders accroissent les coûts d'embauche en ne coopérant pas avec les nouveaux
 - La baisse de productivité entraîne une hausse des coûts de rotation
 - et les insiders négocient des hausses de salaire (**rente de situation**)
- **Enseignements Flux/Salaires**
 - Fidéliser les insiders et ajuster la conjoncture sur les outsiders
 - Salaires élevés des insiders (négociation et coût à l'entrée)

Autres théories : les asymétries d'information

- **Job Search** : théorie du chômage frictionnel qui critique implicitement l'indemnisation chômage
- **Salaire d'efficience** : Salaire supérieur pour attirer les salariés qualifiés et les inciter à la productivité
- **Chasse au tire-au-flanc** : la hausse des salaires réduit l'emploi et motive au travail
- **Théorie des contrats implicites** : Rigidité des salaires et ajustement par les volumes (chômage)

Apports de la nouvelle microéconomie

- Fin du salaire unique d'équilibre de la théorie néoclassique
- Le chômage n'est plus uniquement lié aux coûts salariaux élevés
- Ces théories expliquent les rigidités sur le marché du travail
- Rôle de l'ouverture et de la concurrence internationale
- Rôle du coût total du travail sur la compétitivité et le chômage

Sommaire

- 1 Le marché du travail
- 2 Nouvelle microéconomie du travail
- 3 Les politiques de l'emploi**
- 4 La croissance, composante conjoncturelle du chômage
- 5 La protection sociale

Politiques de l'emploi

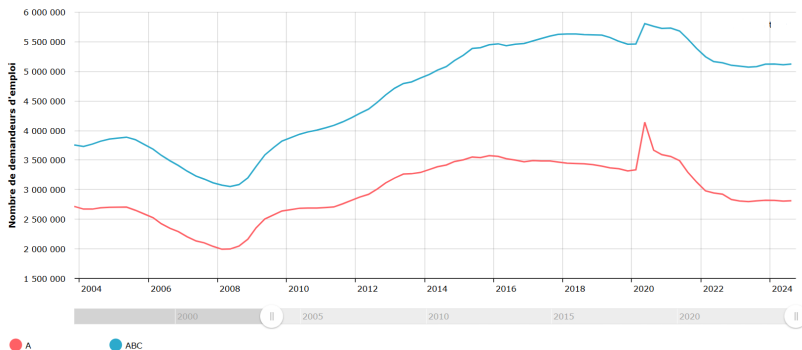
- Les politiques **passives** soutiennent les revenus des personnes sans emploi, sans agir directement sur la création d'emplois
 - Aider à subvenir à leurs besoins en période de recherche d'emploi, plutôt que de chercher à réduire directement le chômage
 - Allocations chômage
 - Aides sociales
 - Pré-retraite
- Les politiques **actives** cherchent à promouvoir l'insertion des chômeurs sur le marché du travail
 - Politiques conjoncturelles keynésiennes
 - Formation initiale, professionnelle et continue
 - Incitation à l'embauche : subvention, réduction de charges...
 - Emplois publics

Politiques "passives"

- Débat sur la "dole" (1911) : système d'allocations chômage en UK
- Création de l'Unedic (1958) comme assurance sociale
 - Allocation de Retour à l'Emploi (ARE) proportionnelle au salaire antérieur sous condition de cotisation
- L'Etat a la charge des politiques de solidarité
 - ASS (Allocation de solidarité spécifique) puis RSA (Revenu de solidarité active), sous condition de revenu qui complètent ou remplacent l'assurance

Les demandeurs d'emploi (DE)

- La moitié des DE ne perçoivent pas l'ARE ou l'ASS
- Catégorie A (sans aucune activité) : 2,8 millions
- Catégorie B-C (activité réduite) : 2,3 millions

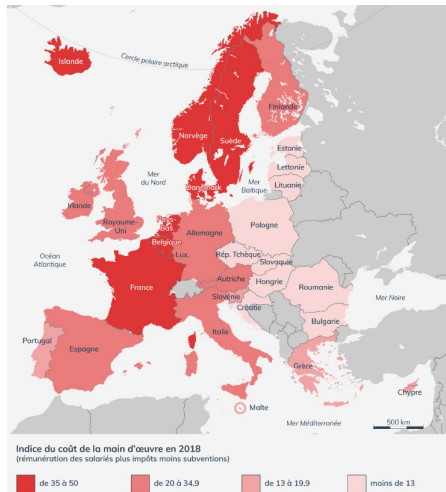


Source : France Travail

Les politiques actives : Les aides à l'emploi

- Baisse du coût du travail de droit commun
 - direct : modération salariale, desindexation du SMIC
 - indirect : baisse des cotisations centrées sur les bas salaires
- Statuts à faibles coûts
 - Service civil, emplois aidés
- Réformes de l'assurance chômage
 - Conditions d'affiliation, durée, niveau d'allocation
- La **flexibilisation** du marché représente l'ensemble des mesures mises en place afin d'adapter la production et l'emploi aux évolutions rapides de la demande
 - Assouplissement des contrats, simplification du licenciement, "flexisécurité"
 - Lois Travail 1 (2016) et 2 (2017)

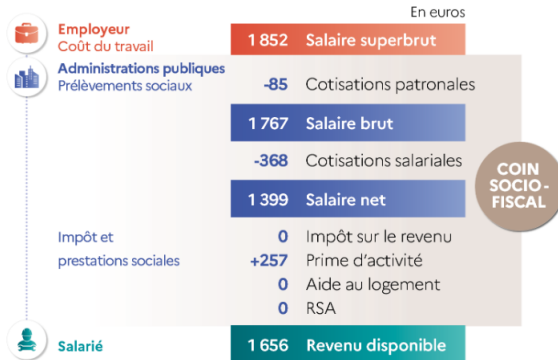
Le coût du travail



Source : vie-publique.fr (à partir d'Eurostat)

Décomposition du salaire

Coin socio-fiscal pour un salarié à temps plein payé au smic, au 1^{er} juillet 2024



Lecture > Pour un salarié payé au smic, le salaire superbrut (ou coût du travail pour l'employeur) est de 1 852 euros et le revenu disponible, de 1 656 euros. La différence entre les deux, constituée des cotisations et contributions sociales et de l'impôt sur le revenu, nets des prestations sociales, est appelée coin socio-fiscal.

Champ > France métropolitaine, 2024.

Source > Maquette de cas types, législation au 1^{er} juillet 2024.

Le coin fiscalo-social (CFS) (*)

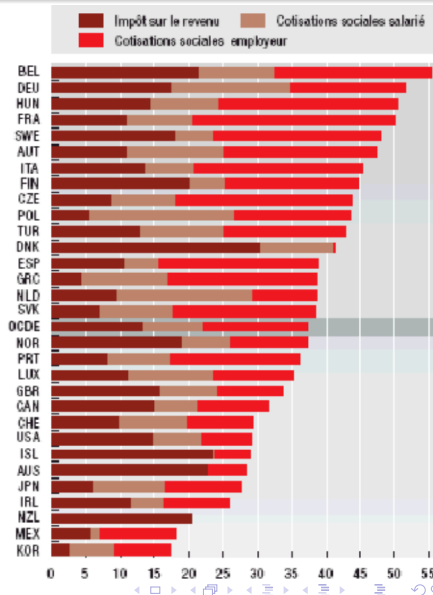
- Différence entre le coût d'un travailleur et son revenu net
- $CFS = \frac{\text{superbrut} - \text{supernet}}{\text{superbrut}}$
- Lecture : un CFS de 50% : pour 1€ payé par l'employeur, 0,5€ est prélevé par l'Etat
- Exercice : Montrer que :

$$CFS = \frac{(1+c_p)}{(1-c_e)(1-t_e)}$$

c_p : taux de cotisation patronal

c_e : taux de cotisation salarial

t_e : taux d'imposition moyen



Exercice : Augmenter le salaire net de 100€

Avec prime	Net après Impôts	Net	Brut	Superbrut
			1 800	

Données (approchées) :

- Taux patronal au SMIC : 5%
- Taux patronal au-dessus : 10%
- Taux salarial (avec CSG/CRDS) : 20%
- Prime d'activité au SMIC : 250 €
- Prime d'activité au-dessus : 170 €
- Taux d'IR au SMIC : 0%
- Taux d'IR au-dessus : 2%

Corrigé : Augmenter le salaire net de 100€

Avec prime	Net après Impôts	Net	Brut	Superbrut
1 568	1 368	1 440	1 800	1 854
1 668 (+100)	1 518	1 598	1 997	2 297

Solution :

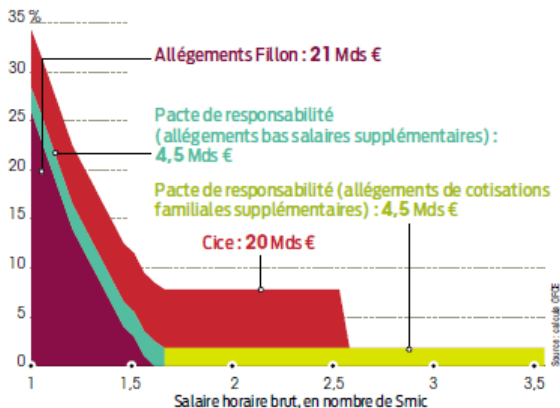
Pour augmenter le revenu net de 100 €, l'employeur doit verser en plus
 $2297 - 1854 = 443$

Note : 442€ est le chiffre estimé par le Ministère de la Santé (cf. ci-dessous)

Au 1er juillet 2024, pour un salarié célibataire sans enfant travaillant à temps plein au smic, le coût du travail doit augmenter de 442 euros pour relever le revenu disponible de 100 euros. Cette somme résulte notamment de la hausse de la part employeur des prélèvements sociaux (+212 euros), due en partie à la baisse du taux des allégements généraux, à la majoration des cotisations salariales (+48 euros), à l'entrée dans l'impôt sur le revenu (+12 euros) et à la diminution de la prime d'activité (-71 euros).

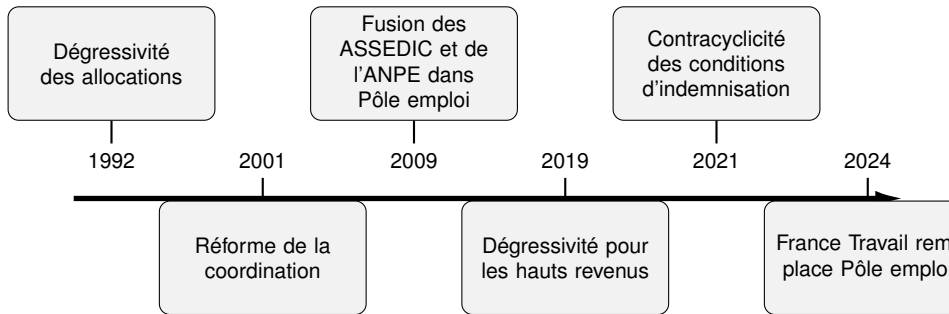
Les allègements généraux (AG) (*)

- **Réduction générale dégressive** : dégressive de 1 à 1,6 Smic
- **Bandeaux** maladie (jusqu'à 2,5 Smic) et famille (jusqu'à 3,5 Smic)



Lecture : Au SMIC, l'employeur est exonéré de près de 33 pts de cotisations patronales

Réformes de l'assurance chômage



Politiques actives : les politiques conjoncturelles

- Théorie de la demande keynésienne
 - L'emploi dépend de la production (embaucher pour produire)
 - ... qui dépend de la demande anticipée (les débouchés)
 - L'Etat intervient pour soutenir la demande
- Keynes contredit les néo-classiques
 - A court terme, les salaires sont rigides
 - L'emploi découle de la demande effective
 - L'emploi n'est donc pas un bien sur un marché, *mais un agrégat influencé par les fluctuations macroéconomiques*
- Mise en pratique
 - Soutien de la demande par les dépenses sociales **contracycliques**
 - Critiquées dans les 80 puis retour en grâce après la crise de 2008
 - Critiques des aides à l'emploi (pas d'effet sur les débouchés)

Autres politiques actives

- Soutien à la croissance potentielle de long terme
 - Politique industrielle et de recherche
 - Politique commerciale
 - Politique d'insertion et de formation des travailleurs
- Création d'emplois publics
 - Education, police
 - Travaux d'Utilité Collective (TUC) en 84-89 remplacés par les CES (1992), emplois jeunes (1997), emploi d'avenir puis parcours emploi compétence
- Développement des autres formes d'emploi
 - exonérations et crédits d'impôts pour l'aide à la personne
 - aides à la création d'entreprise, statut de microentrepreneur

Sommaire

- 1 Le marché du travail
- 2 Nouvelle microéconomie du travail
- 3 Les politiques de l'emploi
- 4 La croissance, composante conjoncturelle du chômage**
- 5 La protection sociale

Lien entre productivité, croissance et emploi

- Approche du PIB par une fonction de production à un facteur

$$Y = A \times N(A)$$

A : productivité du travail

N : emploi (décroissante en A)

- $\Delta Y = \Delta N + \Delta A$
- Intuition : $\uparrow Y$ provoque $\uparrow N$ (à A inchangé)
- Mais $\uparrow A$ provoque aussi une $\downarrow N \Rightarrow$ Effet sur Y incertain
- Effet ambigu de la productivité à court terme (phénomène de **destruction créatrice**), puis positif (croissance de long terme)

Effet d'un choc de productivité

Effets sur	Court terme	Long terme
Croissance	Neutre La demande étant rigide, pas d'effet sur la croissance	Positive La baisse des coûts entraîne une hausse de compétitivité et de pouvoir d'achat
Emploi	Négative Les travailleurs étant plus productifs, les entreprises recrutent moins	Positive La hausse de l'activité entraîne une hausse de l'emploi

La "fin du travail" ?

- Ralentissement brutal du PIB et de la productivité à partir de 1973
 - Les "6 vents contraires de Gordon" : contraintes environnementales, inégalités, plafonnement de l'éducation, entrée des femmes sur le marché du travail, dette...
 - Phénomène de **stagnation séculaire**
 - Du fait de la démographie, le seuil de créations d'emploi est d'environ 1% de croissance
- Mais effets des disruptions technologiques sur l'emploi
 - ↓ : robotisation, intelligence artificielle (destruction créatrice)
 - ↑ : besoins massifs pour la transition climatique (rénovation et isolation, énergies renouvelables)

L'emploi des peu qualifiés

- Politique d'exonérations ciblée sur les bas salaires
 - Balladur (1993), Fillon (2003), Hollande (2016)
 - Effet ↓ sur la productivité du travail
 - Trappes à bas salaire
- Des effets sur l'emploi discutés
 - Effet de substitution : un peu qualifié au lieu d'un qualifié
 - Effet d'aubaine : l'emploi aurait été créé dans tous les cas
 - Effet d'anticipation : l'emploi aurait été créé plus tard

L'efficacité de la flexibilité

- La rigidité salariale est avancée pour expliquer le chômage européen
 - Le SMIC perturbe la loi de l'offre et la demande
 - Il discrimine les moins employables
 - Défense des insiders au profit des chômeurs
- La flexibilisation semble désormais essouffée
 - Position de force des entreprises (chômage élevé, heures non payées)
 - Akerlof : le sentiment d'inéquité pèse sur la productivité
 - Effet keynésien : la ↓ des salaires entraîne la ↓ de la demande

Sommaire

- 1 Le marché du travail
- 2 Nouvelle microéconomie du travail
- 3 Les politiques de l'emploi
- 4 La croissance, composante conjoncturelle du chômage
- 5 La protection sociale**

La construction de l'Etat social

- **Etat social** (ou Etat providence) désigne les interventions de l'État dans le domaine social, notamment par le biais d'un système de **protection sociale**
- Polanyi (1944) : Mécanisme de défense pour atténuer les excès du marché sur les individus, traités comme des marchandises
- Le chancelier **Bismarck** fait de l'Allemagne un précurseur en protection sociale avec le système d'assurance sociale (1880s)
 - *Les démocrates joueront vainement de la flûte lorsque le peuple s'apercevra que les princes se préoccupent de son bien-être*
- **Rapport Beveridge** (1942) en réponse à l'appauvrissement de la population anglaise après 1929
 - Lutter contre les 5 "génies malfaisants de l'histoire" : le besoin, la maladie, l'ignorance, la misère et le désœuvrement

Deux philosophies de l'Etat providence

Otto von Bismarck (1815-1898)



Les Trois C
Continental
Conservateur
Corporatiste

William Beveridge (1879-1963)



Les Trois U
Universel
Unique
Uniforme

Typologie d'États-providence (Esping-Andersen) (*)

	Bismarck	Beveridge	Beveridge
Système	Corporatiste	Social-démocrate	Libéral
Régime	Assurance	Redistribution	Redistribution
Financement	Cotisations	Impôts	Impôts
Prestations	Revenu de remplacement	Prestations universelles	Prestations d'assistance
Champ	Travailleurs	Citoyens	Démunis
Objectif	Assurer contre les risques sociaux	Lutter contre les inégalités	Limiter la pauvreté
Pays	Allemagne	Suède	Royaume-Uni

Les types de prestations

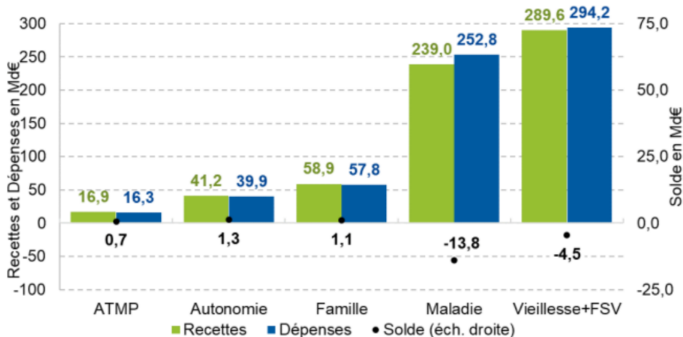
- Les assurances sociales fournissent un **revenu de remplacement** qui protège le travailleur et sa famille
 - Sociales car les cotisations dépendent des revenus (et non des risques, comme l'assurance classique)
 - Prestation **contributive** (dépend de la contribution/du revenu)
 - Ex : chômage, indemnités maladie/maternité, pensions de retraite
- Les **prestations universelles** sont distribuées en fonction des besoins fondamentaux
 - Ouvertes à tous
 - Ex : remboursement des frais de santé, allocations familiales
- L'**assistance** vise à assurer une redistribution financière minimale
 - Sous condition de ressources
 - Ex : minima sociaux



Données financière (2024)

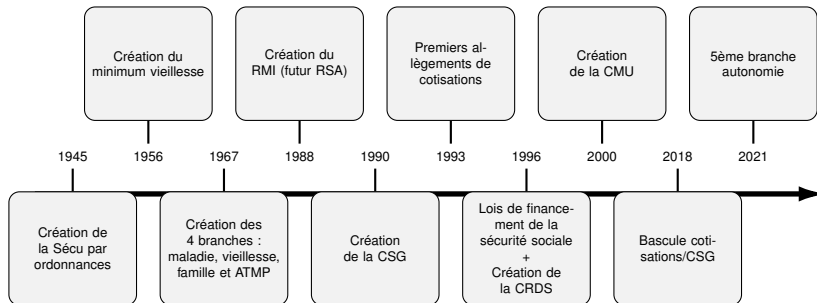
- 6 "branches" de Sécu (yc recouvrement) associées à 6 risques sociaux
 - Arrivée indépendants/agricoles au régime vieillesse en 2017
 - Création de la branche Autonomie en 2021
 - Fermeture des régimes spéciaux en 2023

Graphique 1 • Recettes, dépenses et solde par branche de la sécurité sociale en 2024



Frise chronologique

Histoire d'un système, à l'origine assurantiel, qui cherche à combiner **universalité** et **efficacité économique sous contrainte budgétaire**



Le modèle français (*)

- La **sécurité sociale** se distingue par un système mixte empruntant des éléments aux deux modèles d'État providence.
- Construite sur le modèle **bismarckien**, elle vise peu à peu les principes **beveridgiens** d'universalité
 - Création des minima sociaux (RSA, ASPA, AAH) et de la CMU
 - Création d'un nouvel impôt (la CSG) sur l'ensemble des revenus
- Déficit récurrent car les dépenses sont structurellement plus dynamiques que les recettes
 - Le vieillissement ↑ maladie et retraite, mais la productivité stagne

Les théories de la justice sociale

- Ensemble des principes qui régissent la définition et la répartition équitable des droits et des devoirs entre les membres de la société
 - Organisation Internationale du Travail (OIT), rapport Beveridge (1942)
- Théories reliant justice sociale et protection sociale
 - **Libertarisme** : primauté absolue de la liberté individuelle
 - **Utilitarisme** : primauté de l'utilité collective
 - **Théorie de la justice** (Rawls) : équilibre entre la liberté individuelle et l'utilité collective

Le libetarisme

- **Liberté individuelle** : défense de la propriété privée, suprématie du marché, méfiance du pouvoir étatique
- **Hayek** considère que la justice sociale est vide de sens
 - La redistribution viole le droit de propriété et le respect des contrats
- Trois principes de **Nozick**
 - Appropriation originelle : Chacun peut devenir propriétaire d'un bien détenu par personne
 - Transfert : Chacun peut devenir propriétaire après une transaction
 - Rectification : Toute acquisition illégitime doit être compensée

L'utilitarisme

- Courant de pensée progressiste s'intéressant au bonheur de tous
 - Hutcheson : l'objectif est "le plus grand bonheur du plus grand nombre"
- Critère : **Utilité collective = Somme des utilités individuelles**
 - Difficulté à définir ces utilités
 - Risque d'inégalités et de sacrifier certaines personnes
- La protection sociale est un arbitrage entre des conséquences
 - négatives : coût du travail, désincitation au travail
 - positives : société apaisée, ↑ d'utilité plus élevée pour les démunis

La Théorie de la Justice (Rawls, 1971)

- L'utilitarisme s'occupe peu de répartition et de libertés
- **Biens premiers sociaux**
 - Libertés de base (politique, propriété, lutte contre l'arbitraire...)
 - Égalité des chances
 - Richesse et revenu
 - Base sociale du respect de soi
- Position originelle, situation fictive d'impartialité
 - Choix des principes de justice sous un **voile d'ignorance**
- Cette situation doit conduire à 3 principes hiérarchisés :
 - **Égalité des libertés de base**
 - **Juste égalité des chances** : inégalités seulement si attachées à des positions ouvertes à tous
 - **Différence** : inégalités si au + grand bénéfice des + démunis

Les logiques compensatoires (Sen)

- Corriger les inégalités de dotation en atouts naturels
 - différences liées à l'âge, l'hérédité, la santé, le physique
 - A biens premiers sociaux égaux, opportunités différentes
 - Exemple : personne handicapée
- "Potentialités" : Chances qu'a une personne de réussir
 - "Fonctionnements" : Façons d'être et d'agir des individus
- Pour Sen, la justice sociale doit égaliser les potentialités

Les logiques compensatoires (Fleurbaey)

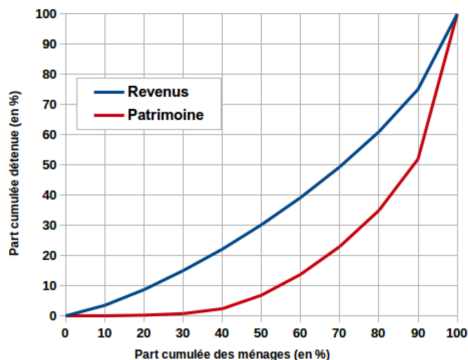
- "Réalisation fondamentales" de Fleurbaey (=Functionings de Sen)
 - Ressources externes (revenus, richesse)
 - Facteurs internes non controlables (dons naturels)
 - Facteurs internes controlables (effort, objectifs)
- Difficulté à différencier les responsabilités
 - Responsabilités individuelles
 - Responsabilités sociales, qui doivent faire l'objet d'une égalisation
 - Six retenues : Respect de la vie privée, santé, éducation, richesse, pouvoir et intégration sociale

Qu'est ce que la protection sociale

- Ensemble de mécanismes de redistribution des revenus contribuant à la réalisation du bien-être individuel et du bien-être collectif, à travers les missions suivantes :
 - faire bénéficier les plus démunis de l'efficacité du système économique
 - élargir l'éventail des possibilités offertes aux individus au cours de leur vie
 - favoriser l'égalité des chances
 - réduire ou effacer des inégalités qui réduisent les potentialités

La mesure des inégalités

- Le taux de pauvreté : 14,4% en 2022
- Le rapport interdécile D9/D1 : 3,4 en 2022
- Courbe de Lorenz, indice de Gini



Source : Insee (2010)

Quel avenir pour la Sécu ? (*)

- Dilemme entre défis structurels et efficacité économique
 - Impact sur la compétitivité-prix, qui a motivé les exonérations (1993)
 - Impact sur le pouvoir d'achat, ayant motivé la bascule vers la CSG (2017)
 - Dynamique des dépenses maladie plus rapide que la croissance
 - Dégradation de l'équilibre des retraites dû au ratio démographique
- Mesures budgétaires et structurelles d'économies
 - **Maladie** : remboursements des médicaments, encadrement des dépassements d'honoraires des médecins, soins ambulatoires
 - **Retraite** : réformes paramétriques, gel des pensions
 - **Autonomie** : virage domiciliaire (privilégier le maintien à domicile des personnes âgées)